

Concours : ENM - 2^e concours

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Question 1

Un policier utilise un pseudonyme pour se faire passer pour le représentant de Victor Dubois, victime, auprès des auteurs de l'infraction, notamment la dénommée Sandrine.

Le policier est contacté par Sandrine, ils échangent plusieurs conversations téléphoniques qui sont enregistrées. Le policier finit par proposer un rendez-vous pour discuter de la question financière.

L'article 427 du CPP prévoit la liberté de la preuve en matière pénale. Mais le droit à un procès équitable de l'article 6 de la convention européenne des droits de l'homme impose la loyauté dans l'obtention des moyens de preuve. A défaut, dès lors que cette preuve déloyale fait grief au prévenu, la nullité de l'article 171 du CPP sera encourue, ainsi que tous les éléments de procédure découlant ^{de cette preuve} uniquement de cette preuve.

La jurisprudence tant de la Cour européenne des droits de l'homme que de la Cour de Cassation fixe comme critère l'existence autonome de l'infraction, même en dehors de l'intervention policière. Ainsi dès lors que l'intervention des forces de l'ordre n'est pas déterminante dans la commission de l'infraction et que le délit préexistait à cette intervention, la preuve obtenue pourra valablement être retenue (Crim. 23/11/95 et Crim. 16/01/2008 par le droit interne, CEDH 09/06/98 et 09/02/08). En revanche, la chambre criminelle, dans un arrêt du 11 juillet 2017 a pu décider que l'officier de police judiciaire qui se substituait à la victime supposée d'un chantage dans les négociations avec les auteurs de ce chantage mettait en place un stratagème contraire aux principes de procès équitable et de loyauté de la preuve.

Les conversations téléphoniques enregistrées et le pseudonyme

Dès lors que le policier est contacté directement par Sandrine et ne se fait pas passer par la victime mais par un représentant de cette dernière, il semble que les exigences jurisprudentielles soient respectées.

En effet, la victime présente aux policiers divers messages déjà reçus qui démontrent bien la préexistence de l'infraction.

Le policier ne fait ici qu'infiltrer la société de la victime sans mettre en place de stratagème qui inciterait à la commission de l'infraction.

Les enregistrements des appels effectués par Sandrine respectent donc bien le principe de loyauté de la preuve.

En revanche, les appels passés à l'initiative du policier devraient certainement être écartés. En effet, il s'agit là d'un procédé visant à pousser les auteurs à commettre l'infraction. En appelant Sandrine, il pourra être considéré qu'il provoque la commission de l'infraction. S'agissant d'un procédé déloyal, les enregistrements en question devront être écartés. La procédure ne sera toutefois pas remise en cause dans son ensemble les autres éléments de preuve étant valables.

Le rendez-vous fixé

Le rendez-vous est fixé sous le faux prétexte de discuter de la question financière. En réalité les policiers souhaitent procéder à l'arrestation des protagonistes.

Le rendez-vous n'a pas pour but de se procurer une preuve de manière déloyale et ne posera donc pas de problème.

Question 2

Sandrine Bernard, dans le cadre de l'information judiciaire a d'abord été placée en détention provisoire durant trois mois, puis sous contrôle judiciaire.

Cette dernière ne respectant pas les obligations fixées, les policiers devront en aviser le juge d'instruction.

Conformément à l'article 141-2 du code de procédure pénale, le juge d'instruction pourra soit décerner un mandat d'arrêt ou un mandat d'amener, soit, si la personne est sous main de justice, saisir le juge des libertés et de la détention

pour procéder à un nouveau placement en détention provisoire de Sandrine Bernard.

Dans l'hypothèse d'une nouvelle détention provisoire, l'article 141-3 du CPP précise alors que la durée cumulée de détention ne devra pas excéder de plus de 4 mois la durée maximale de détention prévue.

Sandrine Bernard étant mise en examen du chef de tentative d'extorsion, elle encourt 7 ans d'emprisonnement (art. 312-1 du code pénal). Sa détention provisoire, conformément à l'article 145-1 du CPP sera donc de 4 mois renouvelable une fois.

Avec les 4 mois supplémentaires de l'article 141-3 CPP et les 3 mois déjà effectués, la durée maximale de détention de Sandrine Bernard sera de 9 mois (4 mois puis renouvellement).

Question 3 :

Nicolas Martin est déjà mis en examen du chef de tentative d'extorsion (ainsi que ses 4 coauteurs).

Le Procureur de la République souhaite la poursuite des investigations dans le cadre d'une information judiciaire par extorsion en bande organisée et association de malfaiteurs concernant les autres faits dénoncés par Victor Dubois.

L'article 80 I du code de procédure pénale laisse l'option au procureur entre le réquisitoire supplétif par des faits nouveaux et un nouveau réquisitoire introductif.

Le réquisitoire supplétif viendrait s'ajouter à l'information déjà ouverte du chef de tentative d'extorsion.

Concernant la détention provisoire de Nicolas Martin, l'ouverture d'un réquisitoire supplétif entraînerait une nouvelle mise en examen par des faits d'extorsion en bande organisée et d'association de malfaiteurs.

L'extorsion en bande organisée est punie de 20 ans de réclusion criminelle. La qualification criminelle entraînerait donc l'application des délais et durées

de détention provisoire de l'article 145-2 du CPP.

Toutefois le point de départ du délai de détention serait alors le jour du mandat de dépôt initial (par tentative d'extorsion), la détention provisoire déjà effectuée serait donc en quelques sortes déduites des durées de l'article 145-2 CPP. Si le procureur de la République choisit l'aventure d'une nouvelle information judiciaire, Nicolas Martin sera mis en détention de façon distincte par les nouveaux faits. Un nouveau mandat de dépôt sera ainsi délivré pour les faits criminels, avec application des durées de détention provisoire de l'article 145-2 du CPP (4 ans maximum s'agissant d'une infraction commise en bande organisée). Les deux détentions seront "autonomes".

Pour une meilleure administration de la justice, l'aventure d'un réquisitoire supplétif sera dans le cas précis bien plus opportune.

Question 4

Concernant les faits dénoncés par Victor Dubois, le procureur de la République souhaite retenir la qualification d'extorsion en bande organisée et d'association de malfaiteurs, infraction obstacle.

L'article 132-71 du code pénal définit la bande organisée comme un groupement à une entente formée en vue de la préparation d'une ou plusieurs infractions.

Le Conseil constitutionnel est venu préciser, par sa décision du 2 mars 2004, que la bande organisée suppose la préédictation et l'existence d'une organisation structurée entre les membres, à la différence de l'association de malfaiteurs, dont la définition identique à la bande organisée est donnée à l'article 450-1 CP.

La Cour de cassation, notamment dans un arrêt de la chambre criminelle du 16 mai 2018 précise qu'il n'est pas possible de retenir à la fois la circonstance aggravante de bande organisée et le délit d'association de malfaiteurs

Concours : ENM - 2^e concours

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



lorsque les faits procèdent d'une action unique, avec une seule intention rapable. A contrario, la chambre criminelle dans un arrêt du 19 janvier 2010, a accepté que les deux qualifications soient retenues dès lors qu'il existait des faits distincts.

En l'espèce, le groupement est décrit comme une "organisation structurée" agissant à l'échelle de la région pour extorquer des entreprises de construction. Selon les dires de Victor Dubois, ces individus menaçaient les entreprises de construction de destruction ou d'incendie, et des sinistres inexpliqués sur des chantiers locaux avaient été constatés.

Il n'existe pas en l'espèce de faits distincts pouvant caractériser d'un côté l'association de malfaiteurs et de l'autre la circonstance aggravante de bande organisée. Il s'agit bien de faits uniques avec une seule intention rapable.

En conclusion, la double qualification ne paraît pas possible en l'espèce.

Question 5 :

Sandrine Bernard est renvoyée comme auteur de tentative d'extorsion devant la juridiction de jugement. Le tribunal correctionnel décide de la requalification en complicité.

La juridiction de jugement peut procéder à une telle requalification des faits dès lors qu'elle était saisie dès le départ de tous les éléments de fait constituant le nouveau délit retenu (crim., 13/08/1886). Il a ainsi été décidé qu'il était possible de condamner comme complice un prévenu initialement déféré comme auteur (crim. 03/03/1922). Toutefois, considérant le droit à un procès équitable de l'article 6 de la convention européenne des droits de l'homme, la Cour de cassation comme la Cour européenne des droits de l'homme ont posé une condition à cette possibilité de requalification. Le prévenu doit avoir été mis en mesure de se défendre sur la nouvelle qualification envisagée (crim., 19/10/01 notamment). De même, la partie civile devra être en mesure de s'expliquer sur la nouvelle qualification envisagée (crim., 29/01/15).

La CEDH va encore plus loin que la jurisprudence interne puisqu'elle exige que le prévenu ait été mis en mesure d'exercer ses droits de la défense de manière concrète et effective, et notamment en temps utile (CEDH, 25/03/99). Le délai laissé au prévenu pour préparer sa défense compte tenu de la nouvelle qualification envisagée est nécessaire selon la CEDH pour garantir le respect du droit à un procès équitable de l'article 6 Convention EDH. (CEDH, 25/09/08).

En l'espèce, la requalification des faits en complicité ne posait aucun problème concernant la première exigence, que tous les éléments de fait soient portés à la connaissance de la juridiction de jugement avec la qualification initiale. Ce sont certainement les faits d'espèce qui ont poussé la juridiction à ne retenir que la complicité de Sandrine.

Pour que cette requalification soit valable, Sandrine a dû être informée au cours du procès de la volonté de requalification en complicité afin de pouvoir préparer sa défense quant à l'existence ou non dans les faits des éléments constitutifs de complicité. Conformément à la jurisprudence de la CEDH, un délai suffisant aura dû être laissé à Sandrine pour préparer

sa défense compte tenu de la nouvelle qualification retenue.
Enfin Victor Dubois, s'il s'est constitué partie civile,
aura également dû être informé de cette volonté de
requalification afin de pouvoir s'exprimer en ayant
connaissance de la qualification envisagée par la juridiction
de jugement.

